



21 mai 2013

communiqué de presse

Logement en Région de Bruxelles-capitale

La Banque européenne d'investissement (BEI) soutiendra la transition énergétique du logement social bruxellois

« La Commission européenne et la Banque européenne d'investissement viennent de donner leur approbation à la demande de financement de la Région Bruxelles-Capitale, via la SLRB, dans le cadre du Programme ELENA, le mécanisme européen d'assistance technique pour les projets énergétiques locaux », annonce le Secrétaire d'Etat au Logement, Christos Doulkeridis. Elena financera ainsi au cours des prochaines années jusqu'à 90 % des coûts d'une assistance technique (personnel, expertise, études, audits énergétiques, ...) liée à l'amélioration de l'efficacité énergétique et d'utilisation des énergies renouvelables des bâtiments dans le contexte de la transition énergétique engagée sous cette législature dans le logement social bruxellois.

« C'est à la fois un soutien financier d'importance et une reconnaissance de la qualité du programme d'investissement engagé par la SLRB et les sociétés de logement social dans la réduction de la consommation énergétique et de l'empreinte écologique du logement social bruxellois, au bénéfice premier des locataires. C'est aussi une contribution de la capitale européenne aux objectifs de l'Union », ajoute Christos Doulkeridis.

ELENA s'inscrit, en effet, dans le cadre de l'action engagée pour soutenir la réalisation des objectifs de la politique du climat et de l'énergie de l'Union européenne. Cette initiative conjointe de la BEI et de la Commission européenne vise à aider les collectivités locales et régionales à porter des projets favorisant l'efficacité énergétique ou les énergies renouvelables.

Le plan présenté par la SLRB à la BEI, baptisé « VAMOS » (« Vert. une Aide à la Maîtrise de l'Ouvrage Social ») est basé sur un plan d'investissement en 3 axes :

- la construction de logements passifs, dans le cadre du Plan logement: ELENA couvrira l'expertise nécessaire à la construction de 500 logements sociaux passifs par an, générant une économie d'énergie de 3,5 GWh et 754 tonnes de CO₂/an par rapport à des constructions traditionnelles;
- la rénovation des logements sociaux visant et au standard « basse énergie » : 4000 logements sociaux s'inscrivent dans des projets de rénovation « basse énergie » et pourront bénéficier de l'expertise financée par ELENA, générant des économies d'énergie de 33,9 GWh et une baisse des émissions de CO₂ de 7.355 tonnes/an par rapport aux logements avant rénovation ;
- le développement de la cogénération pour les grands ensembles de logement sociaux : 5 projets de cogénération seront installés, générant 6,6 GWh et 1.425 tonnes de CO₂ par an en moins que les systèmes

Christos Doulkeridis



Secrétaire d'Etat en charge du Logement et du Siamu
Ministre-Président du Gouvernement francophone bruxellois (COCOF)
en charge du Tourisme, de l'Enseignement et du Budget

Staatssecretaris belast met Huisvesting en Dienst voor Brandbestrijding
en Dringende Medische Hulp
Minister-President van de Brusselse Franstalige Regering (COCOF)
belast met Onderwijs, Toerisme en Budget

Boulevard du Régent 21-23 Regentlaan // BRUXELLES 1000 BRUSSEL
www.doulkeridis.be

de chauffage traditionnels dans les 1400 logements visés. Le Conseil d'administration a décidé de d'attribuer 3 million d'€ pour financer les premiers projets.

Les économies générées de **8.000 t/an de CO2** peuvent être comparées à :

- La production de chaleur annuelle de +/-96.000m² de Panneau Solaire Thermique (rendement de conversion 39%) ;
- La production annuelle de +/- 375.000m² de Panneau Photovoltaïque (rendement 10%) ;
- La production annuelle de 2 Eoliennes (terre) de 2MW ;
- Les besoins nets en chauffage de +/- **250.000 m² de logements existants** (+/-3.100 logements (80m²/log)) ;
- Les besoins nets en chauffage de +/- **2.500.000 m² de logements passifs** (+/-31.000 logements (80m²/log)) ;
- (A 5 cts le kWh gaz) une économie de +/- 1.900.000 €/an.

«La sélection du programme VAMOS par la BEI et la Commission européenne souligne l'engagement fort et certain de la Région Bruxelloise dans une réduction drastique de ses émissions de CO2, notamment dans le secteur du logement social», souligne Christos Doulkeridis qui félicite au passage la SLRB pour la qualité du travail fourni afin d'obtenir cette aide et cette reconnaissance européenne.

Outre le soulagement que de nombreux locataires sociaux pourront percevoir sur leur note de chauffage, ces investissements conforteront d'avantage Bruxelles dans son objectif dynamique d'un développement durable de la ville et d'une amélioration de ses performances énergétiques. Autant d'arguments qui ont leur importance dans le cadre de la candidature de la Région en tant que Capitale Verte Européenne 2015.

« La SLRB se réjouit que son action auprès de la Commission Européenne, visant directement la qualité de vie des plus démunis, ait porté ses fruits. Cette reconnaissance constitue une réponse concrète à la précarité énergétique de nos habitants, et les associe étroitement au défi de demain pour la sauvegarde de notre planète. », conclura Yves Lemmens, Directeur général de la SLRB.

Sophie Dupont

*Porte-Parole, Responsable communication
Woordvoester,*

Communicatieverantwoordelijke

sdupont@doulkeridis.irisnet.be

T +32 2 506 33 27

M +32 479 13 92 10

Boulevard du Régent 21-23 Regentlaan
BRUXELLES 1000 BRUSSEL